

June Howells Spalding
3, rue de Fribourg
1201 Genève

Genève, le 29 september 1980

Mesdames et Messieurs
de la Commission du Grand Conseil
pour les Pétitions,
Républic et Canton de Genève

Mesdames et Messieurs les Députés,

Comme habitante de Genève depuis 21 ans, ressentant toujours un grand respect pour sa vaste renommée internationale, ainsi qu'une affection personnelle pour cette ville et ce canton, et pour beaucoup de ses habitants, genevois et autres, je tiens à vous remercier de donner de votre temps précieux pour vous pencher sur le sort précaire, et souvent triste, sinon tragique, des habitants les plus démunis de la population, les dits "malades mentaux", sous traitement officiel dans les établissements psychiatriques de Genève, et tous ceux à l'extérieur, qui risquent, dans un passage difficile de leur vie, d'être forcés de subir ces traitements qui leur sont infligés pas toujours utilement.

Je marque "malades mentaux" entre guillemets parce que cette appellation est tellement relative et peu exacte, et se fait afficher sur les personnes d'une telle variété dans les différents pays du monde, très souvent sans vraie base médicale. Ceux qui "pensent différemment" se trouvent toujours dans le risque partout, mais le risque maintenant, surtout dans les pays développés scientifiquement, en même temps que que les sens humains, intuitifs, et moraux semble diminuer à mesure, devient cauchemardesque.

J'ai décidé de prononcer ce mot même dans un pays où je sais bien que l'émotion fortement exprimée est considérée comme un peu mal vue, voir dérangeante, parce que la situation des personnes en face de la gamme de traitements sophistiqués, chimiques, électriques, et autres à présent ne peut pas être décrite autrement.

Comme membre actif depuis bien des années de la Fédération mondiale pour la santé mentale, de l'Amnesty International, et des Quakers, j'ai accumulé une bonne quantité de matériel à ce sujet, que je mettrais très volontier à votre disposition.

Comme membre de la Ligue Suisse des Droits de l'Homme, et de l'American Civil Liberties Union, en voyant le grand nombre d'injustices dans ce domaine des droits de la personne humaine d'être traitée avec respect et décence, je suis persuadée que la plus terrible et la plus pressante chose à faire dans ce domaine des libertés c'est bien le cas des "malades mentaux", ou assimilés. Donc j'ai cherché d'autres personnes avec la même impression et le même sentiment d'urgence, et après de nombreuses heures pendant des mois, nous avons réussi à former l'Association pour les droits des usagers de la psychiatrie (ADUPSY) à Genève.

../.

Une de ces personnes concernées, et des plus dévouées, c'était mon ami Alain Urban, dont la mort récente a attiré l'attention de beaucoup de personnes qui auparavant n'avaient peut-être pas beaucoup réfléchi à ces problèmes, et qui n'y auraient pas pensé autrement. Je joins la brève lettre que j'ai adressée à tous les membres de la Ligue suisse des Droits de l'Homme, Section de Genève, et d'autres associations au sujet de sa mort.

La Ligue m'ayant chargé de faire le nécessaire afin de les tenir au courant du déroulement de cette affaire, et afin qu'elle puisse éventuellement nous aider dans notre travail, je suis allée il y a quelques semaines visiter les cellules d'isolement à Bel-Air. Je vous prie, Mesdames et Messieurs les Députés, d'entreprendre la même démarche instructive.

Depuis longtemps à Genève on voit les manchettes des journaux annonçant une grande discussion entre médecins au sujet des valeurs - ou malheurs - des soins psychiatriques administrés dans ce canton. Je trouve que c'est bien le moment que les consommateurs de ces soins soient écoutés, en tout cas ceux qui sont toujours capables de parler.

Moi-même ayant été enfermée - sans explication valable - contre mon gré pendant trois semaines à Bel-Air, en juin/juillet 1969, et soumise aux traitements et forcée de prendre toutes sortes de médicaments non-identifiés et désastreux pour ma santé, je constate que je suis bien placée, et même que je me trouve dans l'obligation, de vous contacter.

Je cite tout simplement la brève notation de l'infirmière qui se trouve dans mon dossier de Bel-Air datée du 29 juin 1969, jour de mon admission, qu'après une piqûre de Prazine, administrée contre mon gré, et d'être laissée en isolement : "A 19 h. se lève pour aller aux toilettes, tombe à l'envers et se frappe la tête fortement contre le mur. Perte de connaissance. Puls imperceptible."

Je vous prie de considérer sérieusement notre pétition de l'ADUPSY, et de faire le nécessaire pour améliorer les services aux "malades mentaux" dans la mesure de la compétence du Grand Conseil.

M'étant adressée à la Justice, je suis navrée d'informer le Grand Conseil qu'en ce qui concerne la responsabilité de l'Etat, le principe de la séparation des pouvoirs n'étant pas respecté, cette responsabilité ne peut pas être engagée et je n'ai pas pu obtenir de procès régulier. Je déplore, également, le manque d'avocats capables en ce domaine. Je le dis au Grand Conseil pensant qu'il doit être l'arbitre en cette matière, où les lois ne sont pas respectées, enfermant les gens dans un ghetto.

Recevez, Mesdames et Messieurs les Députés, mes salutations distinguées.

Janet Howells Spalding

- A votre disposition :
- mon dossier de Bel-Air, avec
mes commentaires
 - mon curriculum vitae général
 - autres pièces relatives à la cause

Annexe

Genève, le 2 juillet 1980

Aux Membres de la Ligue Suisse
des Droits de l'Homme
Section de Genève

Chers Ami(e)s,

La Ligue Suisse des Droits de l'Homme, Section de Genève, m'ayant chargée de faire la coordination entre la Ligue et l'Association pour les Droits des Usagers de la Psychiatrie (ADUPSY) dont je suis membre du Comité, je me trouve dans l'obligation de vous faire part d'une triste nouvelle.

Pendant la nuit de samedi/dimanche dernier, le 29 juin 1980, un jeune et très cher ami, co-fondateur et membre du Comité de l'ADUPSY, est mort, dans l'isolement total, à la Clinique Psychiatrique de Bel-Air à Genève lors d'une cure de sommeil qu'il n'a pas voulu et qui l'endormit pour toujours.

Les médecins soignants se sont montrés insensibles à son égard et incapables de donner un traitement adéquat.

Ci-dessous l'avis mortuaire du Journal de Genève de ce matin.

Notre ami

Alain URBAN

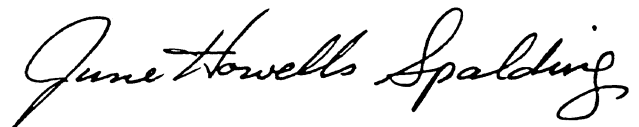
est mort le dimanche 29 juin 1980.

Nous lui rendrons un dernier hommage d'amitié le vendredi 4 juillet à 17 h. 30 à la Clinique psychiatrique de Bel-Air, rendez-vous à l'entrée de la Clinique.

Les membres de l'Adupsy
(Association pour les droits
des usagers de la psychiatrie).

Je vous invite à nous joindre, si possible, à cette réunion.

Avec mes meilleures salutations.



Copies pour information

A Genève :

- Amnesty International
- Société des Amis (Quakers)
- Fédération mondial pour la Santé mentale
- Société genevoise de prophylaxie mentale
- Association suisse contre des abus de la psychiatrie à des fins politiques
- Association Gaspard de la Rive
- Organisation mondial de la Santé

- Association de defense des malades hospitalisés - Lausanne
- Pro Mente Sana - Zurich
- The Richmond Fellowship - London